

La bataille de Verdun continue; l'ennemi a multiplié ses attaques furieuses sans parvenir à rompre notre front.

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 59-39

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 Mois
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Géographie de la guerre

UN VOYAGE AU FRONT

La bataille fait rage autour de Verdun et le général Verraux en décrit le site avec une remarquable connaissance du terrain : nous sommes plus d'un à savoir pourquoi.

Quant à moi, je viens de visiter toute la partie sud de ce « saillant de Saint-Mihiel » qui a été le seul résultat obtenu à la suite de la puissante mais infructueuse tentative antérieure d'encerclement de Verdun par les armées adverses.

Les yeux tournés vers le nord, — vers ce front tout proche où l'on se bat — suivons donc les émouvantes routes de Lorraine, où l'on vient de nous permettre de circuler.

Avec cinq autres privilégiés, sous la conduite d'officiers très instruits, nous avançons alertement, dans le silence froid et ouaté de la neige et de la forêt. Les hêtres magnifiques portent sur toute leur hauteur une large traînée blanche du côté où leur vient la neige. Puis les taillis se font plus épais sous les grandes branches défeuillées. Tout à coup, à travers le treillis de la neige qui fouette le visage, nous apercevons le sillon profond de la Meuse, festonné de ces promontoires arrondis et de ces cotes boisées qui le bordent sur les deux rives aux environs de Saint-Mihiel.

Sur un éperon qui s'avance vers la Meuse en face de nous se dessine le fort des Paroisses dominant le village ruiné du même nom. Entre cet éperon et le poste d'observation où nous sommes nous-mêmes, à facile portée des obus ennemis, s'avancent en contre-bas, là, dans le fond, sous nos yeux, à quelque deux cents mètres de nous, les lignes allemandes.

Elles ont franchi la Meuse en ce seul point. On sait qu'après avoir occupé Saint-Mihiel sur la rive droite le 24 septembre 1914, les Allemands ont, le 25 septembre, occupé Chauvencourt sur la rive gauche. Ainsi se dessine, en avant de la Meuse et adossé à la Meuse, une sorte de minuscule demi-cercle allemand qui enveloppe les carcasses irrégulièrement dentelées des bâtiments qui furent les casernes de Chauvencourt, et les ruines du petit village de Menonville allongé encore plus près de nous en bordure du fleuve.

Rien ne manifeste mieux le caractère de la guerre nouvelle que le face-à-face de ces deux fronts français et allemand, dont le second aurait jadis été regardé comme, disposé en une situation géographique insoutenable.

Dans la forêt d'Apremont nous avons pu comprendre encore mieux les conditions apparemment illogiques, les faits de hasard, qui amènent les Français et les Allemands à se faire vis-à-vis jusqu'à quelques mètres de distance. Nous avons pu approcher jusqu'aux toutes premières lignes, dans ce silence si impressionnant et si héroïque des guetteurs assis et silencieux, la santé, la sérénité, la conscience et la valeur et toute la plus mâle énergie de vivre se révèlent à qui pénètre dans ce domaine de la mort : on la répète sur tous les tons et en tous les langues, mais c'est autre chose encore que de frôler là, sur place, l'héroïsme simple et surhumain !

Au point où nous étions, les lignes sont si rapprochées que ni les uns ni les autres n'ont pu établir entre eux de réseaux de fils de fer ; à peine quelques chevaux de frise lancés la nuit par dessus le parapet de la tranchée parsemée de la mince débris de terrain découvert qui sépare les parcelles affrontées des deux plus formidables armées qui aient jamais été assemblées sur la surface de notre monde.

A travers les vallonnements très doux de la Woëvre centrale, parmi toutes les eaux stagnantes et toutes les vases boueuses de cette zone humide et inhospitalière, en face du terrible bois de Mort-Mare qui occupent les Allemands et que nos batteries ont si souvent battu et déchié, nous avons également saisi tout ce qu'il y a de hasard dans la ligne de démarcation présente entre les Boches et nous.

Enfin jusque sur les ressauts dominants qui s'élèvent à la rive gauche de la Moselle et qui portent les touffes d'arbres martyrisés du Bois le Prêtre, nous avons contemplé tout le champ de bataille où nos troupes ont patiemment et si violemment reconquis une large bande de terrain avec Fey-en-Haye et Regéville dont les silhouettes ruini-

formes sont, là tout près, au premier plan, devant nos regards aigus et émus.

Comment les géographes essaient-ils de s'expliquer l'allure et la nature d'un pareil front ? C'est ce que nous essaierons de dire par la suite.

Jean Brunhes,

Professeur au Collège de France.

Qu'est-ce qu'un « manœuvre » ?

Qu'est-ce qu'un « manœuvre » ? C'est la question que le député Mourier va poser à la Chambre, et, en dépit des apparences, c'est une grosse question.

On a rappelé du front les ouvriers nécessaires à la fabrication du matériel de guerre ; on a fort bien fait. Mais comment ces ouvriers ont-ils été choisis ?

J'ai sous les yeux une circulaire de M. Thomas qui distingue les « spécialistes » et les « manœuvres ». Evidemment, il ne doit pas être malaisé de reconnaître les aptitudes d'un « spécialiste » qui sait tourner un obus. Mais un « manœuvre » ? Autant le premier mot est clair, précis, autant le second prête à l'équivoque et à l'arbitraire.

Les mauvaises langues chuchotent qu'il y a beaucoup de prétexte. Ne peut-on pas appeler « manœuvre » tout individu capable de pousser une brouette, de faire une addition, de porter une lettre, d'ouvrir une porte ? Il n'est pas besoin de longues études pour acquiescer ces humbles capacités. C'est ainsi qu'on a vu revenir à l'arrière nombre de jeunes hommes qui n'y étaient peut-être pas absolument indispensables. Sans doute avaient-ils bien « manœuvré » pour obtenir cette faveur, mais cela ne suffisait point, semblerait-il, pour qu'on dût les préférer à d'autres manœuvres, recrutés dans les classes les plus anciennes.

On est même allé jusqu'à dire que la politique en général et la politique socialiste en particulier n'avaient pas été étrangères à ce favoritisme. Mais l'union sacrée nous fait un devoir de n'admettre à cette heure que les hypothèses les plus bienveillantes. Nous voulons donc être sûrs que M. Albert Thomas n'aura nulle peine à laver son sous-secrétariat de cette médisance. L'essentiel, c'est qu'on ne divise pas les Français, ou plutôt les électeurs en deux classes nouvelles : ceux qui portent les armes, et ceux qui se contentent de les apporter.

Gustave Téry

Propos d'un grincheux

POURQUOI ?

Leurs journaux, depuis quelque temps, nous menaçaient, en phrases sibyllines, d'une guerre inédite. Je connais des Français qui s'en alarmaient, et pensaient que les laboratoires d'entre-Rhin avaient enfanté quelque monstrueuse invention.

Or les voilà qui attaquent. Que voyons-nous ?

Rien qui ne soit prévu, connu et catalogué depuis de longs mois. Une préparation d'artillerie, et puis une ruse immense. Bon. Nous pouvons nous rassurer. C'est toujours la vieille méthode qui a prouvé son efficacité. Nous l'avons essayée avant eux.

Et je me demande : Pourquoi recommencent-ils ?

Ils savent bien que cette tactique est périmée et qu'ils sèment vainement de cadavres loyaux le champ coupé de la bataille. Pour prendre Verdun, il leur faudrait beaucoup plus de « matériel humain » — cette effroyable expression n'est pas de moi — il leur faudrait beaucoup plus de bataillons qu'ils n'en ont.

Ils jettent contre nos canons et nos mitrailleuses leurs masses serrées, où notre acier fait des trous irréparables. Ils gagnent un kilomètre ? Oui, au prix d'un corps d'armée. Le second kilomètre en coûterait davantage. Au dixième, l'armée du kronprinz serait réduite à quatre hommes et un caporal.

Je cherche une raison : je ne trouve que leur désespoir.

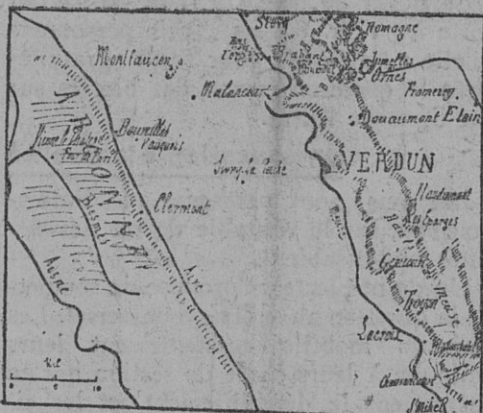
Ils ont tellement besoin d'une victoire qu'ils ne veulent plus compter leurs morts. Mais pourquoi ont-ils besoin d'une victoire ? Pour faire réussir leur emprunt ? Pour calmer leur peuple qui s'inquiète ? Le fait est que notre patience n'est pas la leur, qu'il leur faut une issue, et que pour la trouver ils font tout contre tous les murs de leur prison jusqu'à ce qu'ils tombent assommés, comme une bête ivre et affolée.

Sur ce charnier, notre espoir lui.

Albert Savarus

La Bataille de Verdun

LES ATTAQUES SE BRISENT SUR NOTRE FRONT



Les noms imprimés en italiques dans le texte de l'article sont les noms de lieux indiqués sur cette carte.

Les Communiqués

15 heures.

En Artois, lutte à coups de grenades à l'est de Souchez.

Dans la région au nord de Verdun, la lutte a continué toute la nuit avec la même intensité depuis la rive droite de la Meuse jusqu'au sud d'Ornes.

Etant donné la violence du bombardement sur la position avancée de Brabant-sur-Meuse, nos troupes ont évacué ce village à la faveur de la nuit, protégées par les tirs de flanquement de nos positions de la rive gauche de la Meuse.

Une attaque dirigée sur Samogreux a été repoussée.

Une autre attaque, forte d'une brigade au moins, lancée sur le bois des Caures, nous a repris une partie de ce bois, dont nous tenons actuellement la corne sud.

Toutes les offensives dirigées sur Beaumont, en avant duquel nous sommes établis, ont été impuissantes à nous en déloger.

A l'est du front attaqué, nous dominons en avant d'Ornes le couloir situé au sud de Herbebois. Les mouvements de repli prescrits pour éviter des pertes inutiles se sont effectués avec une cohésion parfaite sans que l'ennemi, qui n'a avancé qu'avec difficulté au prix de sacrifices considérables, ait pu rompre notre front en aucun point.

Bombardement lent et continu de la région entre Ornes et Fromezey.

En Lorraine, l'ennemi a pris pied dans un de nos postes avancés du bois de Cheminet, d'où nous l'avons chassé aussitôt. Quelques contacts de patrouilles à l'est de Reillon.

23 heures.

Nous avons exécuté une concentration de feux sur les organisations ennemies à l'ouest de Maisons-de-Champagne et au sud de Sainte-Marie-a-Py.

En Argonne, tirs de destruction sur les ouvrages allemands de la Fille-Morte.

Dans la région au nord de Verdun, l'ennemi a continué à bombarder avec la même intensité notre front depuis la Meuse jusqu'au sud de Fromezey. L'activité de l'artillerie s'est un peu ralentie entre Malancourt et la rive gauche de la Meuse. Aucune action d'infanterie ne s'est encore produite dans cette région.

Entre la rive droite de la Meuse et Ornes.

La Guerre aérienne

La stabilisation des avions

Dans un article sur « La Défense de Paris contre les zeppelins », l'Œuvre demande pourquoi, pour le vol de nuit, nous avions ne sont pas munis de stabilisateurs automatiques basés sur le principe du gyroscope, qui permettraient, par le brouillard et dans les nuages, d'être assurés de l'horizontalité de l'appareil.

Ces appareils existent. Déjà en juin 1914, l'Aéronautique militaire en faisait les essais. Depuis, ceux-ci ont été poursuivis par les spécialistes des applications du gyroscope à l'aviation, et le « Pilote automatique », dernièrement essayé dans le camp retranché de Paris, a donné des résultats définitifs et probants qui en ont généralisé l'application.

Cet appareil permet aux pilotes d'avoir les mains libres et d'être assurés de l'équilibre horizontal de leur avion.

Reconnaissons que, sur ce point, l'Aéronautique militaire a su « prévoir ».

Un aviateur

LA GUERRE AÉRIENNE

Hier, au cours de la nuit, une de nos escadrilles de bombardement a lancé quarante-cinq projectiles, dont plusieurs de gros calibre, sur la gare de Metz-Sablon et sur l'usine à gaz, dans la région de laquelle a été observé aussitôt un gros incendie.

L'ennemi a fait preuve du même acharnement que le jour précédent et a multiplié ses attaques furieuses, laissant sur le terrain des monceaux de cadavres, sans parvenir à rompre notre front.

Aux deux ailes, nous avons reporté notre ligne, d'une part en arrière de Samogreux, d'autre part au sud d'Ornes.

Notre artillerie a répondu sans relâche à l'artillerie ennemie.

En Lorraine, nous avons repoussé et poursuivi une reconnaissance ennemie qui tentait de s'approcher d'un de nos petits postes au nord de Saint-Martin.

Dans la région où se développe la bataille, le front français qui s'étendait le 23, au soir, de Brabant-sur-Meuse, à Ornes, a été reporté, le 24, sur la ligne Samogreux-Ornes, ces deux villages exclus.

[Samogreux est sur la Meuse, à 3 kilomètres en amont de Brabant.]

Nous avons donc reculé, à gauche, de 3.000 mètres.

Au centre, nous tenons encore Beaumont.

[Beaumont est exactement à 5 kilomètres à l'est de Samogreux et à la même hauteur.]

Là, notre recul, correspondant à toute l'épaisseur du bois de Caures, est de 2.900 mètres.

Autant notre position primitive était médiocre, dominée, comme je le disais hier, par des hauteurs qui l'entouraient en demi-cercle, les vues bornées par des bois, autant la position de repli me semble bonne.

Tout de suite à l'est de Samogreux se trouve une hauteur élevée (cote 341) d'où on peut battre toute attaque débouchant de Brabant, d'Haumont, et du bois des Caures.

Le village de Beaumont est situé lui-même sur un mouvement de terrain qui commande les débouchés est et sud du même bois. La résistance que nous opposons à l'ennemi sur ce point en indique bien la valeur.

En définitive, un recul inférieur à trois kilomètres à gauche et au centre, c'est tout ce que l'attaque allemande, après quatre jours d'efforts sanglants, a pu déterminer chez nous. Notre front n'est rompu nulle part, et notre ligne de défense protège encore Verdun à une distance de dix à douze kilomètres.

Dans la région, entre Ornes et Fromezey, bombardement lent et continu. On a l'impression que l'ennemi cherche à attirer notre attention de ce côté-là.

Sur la rive gauche de la Meuse, dans la région de Montfaucon et en Argonne, l'immobilité de l'infanterie allemande continue à être absolue.

Il en est de même au sud de Verdun. Il n'y a donc pas de raison aujourd'hui de se départir du calme que je recommandais hier.

Général Verraux

LA PREUVE de leur détresse

L'ampleur que prend la bataille de Verdun, préparée depuis deux mois et demi avec les moyens les plus formidables, l'égale à la bataille de la Marne et à celle de l'Yser. Nous dépassons ici la simple stratégie. Nous nous trouvons devant une conception politique de grande envergure, qu'il faut tâcher de saisir.

Pourquoi une offensive ? Et pourquoi Verdun ?

N'est-ce pas le maréchal von Mackensen qui déclarait superbement, il y a quelques semaines à peine :

« L'Allemagne n'attaquera plus. A quoi bon ? N'est-elle pas victorieuse sur tous les fronts ? N'a-t-elle pas en main des gages immenses, la Belgique, le nord de la France, la Pologne et les Balkans ? A ceux qui désirent nous les reprendre de faire l'effort nécessaire ! Nous n'avons, nous, qu'à les attendre de pied ferme, derrière nos retranchements. »

C'était la théorie de l'Allemagne victorieuse. On voit aujourd'hui ce qu'elle pèse ! Aucun démenti officiel sur la disette et sur les émeutes de femmes à Berlin ne vaudra, comme avec de détresse infinie, cette offensive désespérée que les soi-disant *beati possidentes* tentent sur notre front, se ruant sur notre muraille d'acier parce qu'elle les

étouffait. Elle n'étonnera que ceux qui croyaient que l'Allemagne avait assez de blé et d'or pour tenir indéfiniment.

Pour essayer d'en finir, le choix du front français s'imposait. Des trois grands adversaires, nous sommes le seul vulnérable. O rage ! ô soif tantalique ! Etre depuis tantôt deux années à cent kilomètres de Paris, cette proie opime, et sentir qu'on va mourir faute d'avoir franchi ces derniers kilomètres ! Comment s'avouer vaincu avant d'avoir recommencé le coup superbe qui a échoué une première fois par des fautes qu'on connaît maintenant et qu'on peut éviter ?

Le choix particulier de Verdun est plus illogique. Je ne vois pas en quoi la prise de Verdun, si les Boches la payaient de la fleur de leur armée, améliorerait leurs affaires. Encore une victoire à la Pyrrhus, après laquelle ils se retrouveraient plus épuisés, plus affamés et plus désorientés qu'avant ! Mais Verdun, c'est l'armée du kronprinz. Ce jeune homme aurait enfin son brin de laurier personnel, qui doit lui manquer cruellement. Est-ce donc un puéril intérêt dynastique qui va coûter la vie à cent ou deux cent mille Boches ? Eh ! les Hohenzollern n'en sont pas à cent mille cadavres près !

Maurice de Waleffe

Les biens austro-boches (1)

LES SÉQUESTRES

Ce qui manque d'abord pour le fonctionnement satisfaisant des séquestres, c'est une loi, la loi attendue qu'on ne vote jamais, comme toutes les lois urgentes. Non point qu'il faille espérer, merveille d'une œuvre parlementaire, en général mal conçue, mal rédigée et presque toujours faussée par des amendements irréfléchis. Mais du moins la loi est une. Elle s'applique à tout le territoire, à tous les citoyens ; en l'espèce, elle serait la règle uniforme de tous les séquestres français.

Or les séquestres n'ont pas de règle. Ils obéissent à des circulaires ministérielles, à la jurisprudence de leur tribunal, à leur propre inspiration. Ils ne sont, d'ailleurs, pas préparés à leur besogne. Ceux qui, avant la guerre, avaient fonction d'administrateurs-séquestres étaient en nombre trop infime. A côté d'eux, on a désigné des syndics, des experts, des greffiers, des conservateurs d'hypothèques, des huissiers, des fonctionnaires de tout ordre, et encore des gens sans titre ni compétence, enfin des camarades. Pas d'unité de recrutement, pas d'unité de direction. Comment n'en résulterait-il pas une certaine incohérence ?

De là viennent les fâcheux à-coups, les pratiques variées et contradictoires, les décisions arbitraires, les lésions multiples à ce qui paraît être l'intérêt national au bénéfice de l'intérêt ennemi. Le public se demande encore à quoi servent et quel but visent les séquestres. Il a souvent raison. Cependant les séquestres ont une incontestable utilité, un but précis. On a simplement négligé le plus souvent de le faire savoir au public... et aux séquestres.

A Paris il n'en va pas de même. On peut dire que, si le président du tribunal civil du Havre a inventé les séquestres, celui du tribunal de la Seine les a perfectionnés. On connaît l'esprit pratique, concilié avec le sens juridique, l'énergie volontaire, amie pourtant de la contradiction, de ce haut magistrat parisien qui incarne, un peu à la hussarde, la Justice bourru — alors que tant d'autres ne sont que l'Injustice mielleuse. Par des circulaires courtes, mais nettes, mieux encore, par des instructions verbales, par son autorité enfin, il a imposé à l'armée — un peu panachée aussi — de ses séquestres une discipline, une uniformité de procédés qui manquent par ailleurs. Il est secondé dans sa tâche par trois des meilleurs substituts du Parquet de la Seine et il a près de lui un aide dévoué qui, pour n'être connu que de ceux qui vont à la présidence, n'est ni le moins actif ni le moins avisé de ceux qui ont mis en mouvement et surveillé dans sa marche le formidable organisme des séquestres parisiens.

Quelques chiffres indiqueront que l'épithète n'est pas excessive. Il n'y a pas à Paris moins de 180 séquestres en fonction, détenant les biens et intérêts de plus de 7.000 firmes, sociétés et in-

(1) Voir l'Œuvre du 20 février.

dividus autrichiens et allemands. Les décisions rendues par le tribunal de la Seine, soit par ordonnances sur requêtes, soit par référés, soit par jugements (ceux-ci de beaucoup les plus rares), sont au nombre de 30.000, dont trente à peine ont été frappées d'appel. Les procès proprement dits ont été évités : car, à Paris, les séquestres ne sont pas admis de plein droit à plaider pour le compte de leurs... clients boches. Il leur faut l'autorisation de la présidence et du Parquet, le mandat *ad litem*, rarement accordé.

Est-ce juridique ? Ce serait difficile en l'absence de textes. C'est rationnel et pratique, simplement, et on a évité ainsi que l'actif séquestré ne se trouvât absorbé en frais de procès. Bien des tribunaux ont admis la thèse contraire. Ils aident ainsi à la reprise des affaires... judiciaires. Dans leurs ressorts peu infestés de Boches, c'est demi-mal ; à Paris, c'eût été désastreux.

Mais, encore une fois, que font donc les séquestres ? Veillent-ils jalousement sur ce qui est aux Boches ou travaillent-ils pour la France ?

L'un et l'autre. Pour la France, ils évitent que des industries ou des commerces ennemis continuent une exploitation qui ferait concurrence à nos nationaux ; pour la France, ils utilisent le plus possible les fonds dont ils disposent à payer immédiatement les créanciers français. Pour les Boches, ils veillent à ce que leurs biens se conservent le mieux possible ; ils réalisent les choses périssables ; ils veillent aux réparations indispensables ; s'il n'y a pas concurrence ou s'il y a intérêt pour nous, ils exploitent même certaines industries et encaissent les bénéfices ; ils empêchent enfin de faux créanciers de prendre ce qui ne leur est pas vraiment dû. Mais quand ils servent ainsi les Boches ils travaillent encore pour la France, car ils accumulent un gage colossal — le mot est de mise autant qu'il est juste. Ce gage a la valeur de tout un territoire envahi et, le jour du règlement des comptes, il sera dans la balance.

Mais, de cette dualité de missions, en apparence contradictoires, on voit combien de difficultés et de mécontentements peuvent naître. Si un séquestre conserve en magasin des marchandises boches, les créanciers se plaignent et préfèrent les voir vendre pour être payés. Si le séquestre les réalise, les concurrents hurlent à la déloyauté. Si le séquestre conteste une créance, on clame avec indignation qu'entre un Français et un Boche il n'y a pas à hésiter. S'il ne conteste rien et paie trop aisément, le créancier venu trop tard, qui trouve la caisse vide, hurle à la spoliation. Et, dominant ce concert de récriminations, les *Zeitung* ultra-rhénaux mènent un grand vacarme et exigent de continuelles représailles.

On voit combien il est malaisé de tenir la juste mesure. Même avec une solide organisation, comme à Paris, le résultat n'est pas toujours parfait. Qu'est-ce alors qu'il n'y a pas d'organisation ? Sans compter qu'un séquestre peut avoir en mains des intérêts répartis sur plusieurs ressorts de tribunaux. Vérité ici sera erreur là-bas.

La solution, une fois de plus, est la même. En Allemagne, ils ont une *Office central des séquestres* qui dirige tout, avec des vues et des principes uniformes. A nous aussi il faut un plan et il faut un chef. Le second, bien choisi, suppléerait au premier. Qu'attend-on pour le désigner ?

Fernand Izouard

Le Comité interparlementaire

Franco-Britannique

La commission interparlementaire a tenu hier matin sa dernière séance à Paris. En voici le procès-verbal :

« Les membres des Parlements français et britannique, réunis à Paris, aux termes de leurs votes, constatant l'étroite communauté de leurs sentiments et de leurs vues, affirment la volonté de resserrer encore l'union pour assurer à la guerre une direction toujours plus coordonnée et plus énergique, proclament la grandeur de l'effort militaire et financier accompli par les Alliés, saluent leurs héroïques armées, affirment leur foi inébranlable dans le triomphe de la liberté et du droit, décident de maintenir un contact permanent entre les membres des deux Parlements et de se réunir à Londres dans la première quinzaine d'avril. »

La séance, que présidait M. Stephen Pichon, a été consacrée à des questions coloniales. Le rapporteur pour la délégation britannique était M. Mackinder. MM. Moutet et Outrey, députés français, ont également pris la parole.

Les députés se sont ensuite retrouvés à déjeuner, sous la présidence de M. Briand. A l'issue de ce déjeuner, des toasts patriotiques ont été portés.

Dans la matinée, les parlementaires anglais se sont rendus à la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides, où ils ont déposé une palme avec l'inscription suivante :

« Les représentants du Parlement britannique déposent cette palme aux pieds de Jeanne d'Arc comme le symbole de la réconciliation complète des deux pays à l'heure où les deux peuples, unis dans le même sentiment de vénération pour l'héroïne de la vieille France, défendent ensemble la liberté du monde. »

Nous rappelons à nos abonnés que tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 50 centimes, en mandat ou timbres-poste, pour frais de confection d'une nouvelle bande.

Un mariage bien parisien

Il y a quelques jours, la plupart des journaux parisiens, annonçant le mariage de M. Robert Schreiber, directeur des *Echos de l'Exportation*, s'exprimaient en ces termes :

Le 17 février, à la mairie du VIII^e arrondissement de Paris, a été célébré dans la plus stricte intimité le mariage de notre confrère M. Robert Schreiber, directeur des *Echos de l'Exportation*, officier interprète à l'état-major de la V^e armée, avec Mlle Suzanne Crémieux, fille du sénateur du Gard, chevalier de la Légion d'honneur, et de Mme Crémieux.

Les témoins étaient, pour la mariée : M. René Viviani, ancien président du conseil, ministre de la justice, et Mme E.-A. Alphandéry, sœur de la mariée ; pour le marié : S. A. S. le prince Louis de Monaco, capitaine d'état-major, et le capitaine Helbronner, du cabinet du ministre de la guerre, maître des requêtes, commissaire du gouvernement au Conseil d'Etat.

Les *Echos de l'Exportation* étaient, avant la guerre, une publication fort connue dans le monde de la couture. Il n'est donc pas étonnant que le mariage de M. Schreiber y ait été particulièrement remarqué.

Hier jeudi, il y avait assemblée plénière intersyndicale de la couture parisienne et des tailleurs-couturiers, au siège du syndicat.

Au cours de la séance, le président donna lecture de l'écho ci-dessus, puis, comme l'auditoire ne semblait pas comprendre, il lut le document ci-dessous :

SOCIÉTÉ DES « ECHOS DE L'EXPORTATION » fondée le 2 novembre 1909, par actes sous seing privé (M^r Godet, notaire) en date des 21 et 27 juillet et 13 août 1909. Déposés au greffe du X^e arrondissement (le 2 novembre 1909).

FONDATEURS

Schottlaender (Erich), éditeur-directeur du *Der Confectionnär*, 11 et 12, Wallstrasse, à Berlin.

Karo (Siegfried), rédacteur en chef du *Der Confectionnär*, 11 et 12, Wallstrasse, à Berlin.

Grieffenhaber, éditeur, 11 et 12, Wallstrasse, à Berlin.

Goldbaum (Erich), négociant, Kronenstrasse, à Berlin.

Cohen (Hugo), 43, rue de l'Echiquier, à Paris. Né le 1^{er} juin 1856, à Hort (Allemagne).

Cohen (Robert), 43, rue Lafayette, à Paris.

Aronson (Albert), 3 bis, rue d'Hauteville, à Paris.

Schreiber (Robert), 3, cité d'Hauteville, à Paris (naturalisé), directeur des *Echos de l'Exportation*.

Cette lecture terminée, le président, pince-sans-rire, proposa d'envoyer une adresse de félicitations aux mariés. Ce fut un tolle général dans la salle.

— Eh bien ! puisqu'il en est ainsi, dit le président, souriant, je n'insiste pas. Mais je vais vous donner un dernier détail : le père de M. Schreiber a, pendant de longues années, été directeur des postes à Berlin.

Sur ce, la séance fut levée.

Hors d'Œuvre

L'Allemagne à Madagascar

Madagascar, avant la guerre, était empoisonné par les agents des compagnies commerciales allemandes.

Ceux qui étaient de nationalité boche ont été mis en lieu sûr ; mais ceux qui appartiennent aux nations neutres n'ont pu être expulsés.

Or, le *Bulletin des Renseignements Coloniaux* nous apprend que, désireuse de conserver tout son prestige et toute son organisation en vue de reprendre ses opérations après la guerre, la Compagnie Oswald a résolu de payer le traitement de ses agents à Madagascar pendant les hostilités.

Et elle a eu le toupet de demander au gouvernement français l'autorisation de faire effectuer ses paiements par le séquestre.

Le plus fort, c'est que l'autorisation allait être accordée, lorsque le gouverneur général Garbit, informé de cette impudente demande, y opposa son interdiction formelle.

Blanchissage

Un poilu du front nous communique la facture d'une blanchisseuse d'un petit pays de Lorraine.

Les tarifs n'ont rien d'exagéré, mais on est surpris de trouver cet article :

Pour faire cuire les poux... 0,25

On comprend que les blanchisseuses établissent cette légère taxe en compensation du désagrément qu'elles ont à manier du linge garni de parasites, mais on comprend surtout l'exaspération des poilus qui, obligés de supporter les poux lorsqu'ils sont crus, sont encore obligés de payer pour eux lorsqu'ils sont cuits.

Le prince et l'Auvergnat

La garde d'honneur du roi de Monténégro, composée d'une douzaine de costauds « au nez circonflexe, au teint puce », comme dirait Laurent Tailhade, est logée à la caserne du 17^e de ligne, à Lyon.

L'autre jour, le prince Danilo se présente à la porte de la caserne pour passer la revue de sa garde. Il est en civil.

Le factionnaire, brave auvergnat, l'arrête :

— Où allez-vous ? On ne pache pas !

— Je suis le prince Danilo.

— Un prinche ? fait l'Auvergnat méfiant... Vous êtes un chivil !

— Non. Je suis officier supérieur...

— Où chont vos galons ?

Si le sergent de garde n'était pas intervenu fort à propos, le brave factionnaire faisait faire demi-tour au prince, en lui disant d'aller se mettre en tenue.

Le règlement

Une dame de la Croix-Rouge monte dans le train pour faire la quête au profit des blessés (gare de Nogent-le-Rotrou, 21 février, 16 heures). Le train part sans que l'infirmière ait eu le temps de descendre du wagon-couloir.

Le contrôleur passe, trouve la voyageuse sans billet et lui réclame 0 fr. 90 pour prix du trajet en 1^{re} classe de Nogent à Condé-sur-Huisne (et la scène se passait en 3^e classe).

Pour retourner à son poste, la dame a dû payer de nouveau 0 fr. 90, ce qui porte à 1 fr. 80 les frais personnels qu'elle a assumés pour faire gratuitement la quête en faveur des blessés sur une ligne de l'Etat.

Une question d'actualité

Les avis sont partagés, au Palais-Bourbon, sur le véritable devoir des députés mobilisables.

Un de nos lecteurs propose de soumettre la question au suffrage universel. Les électeurs mobilisés remettraient leurs bulletins à leurs chefs de section qui en opéreraient le dépouillement, et les civils voteraient comme en temps de paix.

Si nos députés se considèrent véritablement comme les mandataires de leurs électeurs, ils seront les premiers à souscrire à cette proposition, d'autant plus qu'elle n'entraîne pour eux aucuns frais de propagande ou de campagne électorale.

Garde d'honneur

Au fort de La Motte-Giron, il y a un officier allemand prisonnier.

Avant l'arrivée du Boche, ce fort se gardait tout seul, ou, plus exactement, il se trouvait sous la surveillance d'un portier-consigne. Il possède actuellement une garnison de 60 hommes.

Ces 60 hommes ne sont pas tous affectés à la garde de l'officier allemand ; le fort se trouve à 3 kilomètres de la ville et l'approvisionnement suppose une certaine circulation.

Mais il reste assez de géoliers pour que nous n'ayons pas à redouter d'apprendre quelque jour l'évasion du captif si précieusement gardé.

La vie féminine

On nous annonce que la *Vie Féminine*, seul journal de la femme édité actuellement, va être entièrement transformé.

Dès le premier numéro, on y trouvera les signatures de E. Faguet, de l'Académie française, Henri Bataille, Michel Corday, Séverine, Ernest-Charles, Georges Cain, Marcel Tinayre, Gabrielle Reval, Marcel Boulenger, etc.

Littéraire, artistique et sociale, la *Vie Féminine* traitera de toutes les questions intéressant les femmes.

A propos d'une majuscule

Un de nos lecteurs nous demande :

— Pensez-vous qu'il soit normal d'écrire le mot « Boche » avec une majuscule ? On n'en met pas au mot « assassin » ni au mot « canaille » ni aux noms d'animaux appartenant à d'autres races ?

Nous écrivons Boche avec un grand B parce que les académiciens nous ont donné l'exemple, et aussi parce que ce mot, étant un superlatif des vocables cités plus haut, a droit à une distinction spéciale.

Concours littéraire

Le *Ver luisant*, organe de la 68^e section de projecteurs, organise un concours littéraire permanent pour les poilus : tous les genres seront acceptés, prose, poésie, fantaisies, contes lacrymogènes, tout... pourvu que le sujet se rapporte à la vie sur le front et que l'auteur soit un combattant.

C'est bien le tour des poilus de « mettre la main à la plume », depuis bientôt dix-neuf mois que les civils leur « bourrent le crâne » avec des histoires de tranchées écrites au coin du feu, les pieds dans les pantoufles.

La paix chez soi

Nous signalons l'excellente initiative prise par le général adjoint du S. S. E. A. (Service automobile personnel) et dont témoigne l'ordre du jour suivant :

ORDRE N° 122

A la date du 11 février 1916, sous le n° 4.397 sa/3 le S. S. E. A. écrit ce qui suit :

« J'ai été saisi, à plusieurs reprises, de plaintes émanant de femmes de mobilisés affectés au service automobile, et signalant l'inconduite publique de leurs maris ou les menaces dont elles auraient été l'objet de la part de ces derniers. »

« Les militaires de ce service doivent être prévenus que ceux d'entre eux qui se mettraient, à l'avenir, dans des cas aussi répréhensibles seraient susceptibles, après en-

quête, d'être relevés de leur emploi et renvoyés dans un corps de troupe.

« Pour le S. S. E. A., »

« Le général adjoint. »

Des jalons pour les zeppelins

On n'allume pas les lampadaires de chaque côté de l'entrée des stations du Métro, non plus que l'enseigne lumineuse portant l'indication « Métropolitain ».

Par contre, les marches de l'escalier se trouvent en pleine lumière par l'éclairage souterrain des stations.

Il en résulte, comme peuvent s'en rendre compte les personnes habitant les étages élevés des maisons situées dans le voisinage, des carrés lumineux se détachant avec netteté dans l'obscurité.

A qui connaît un peu la topographie de Paris (et c'est le cas de nos indésirables visiteurs nocturnes) la position de ces carrés lumineux, de forme identique et se répétant à intervalles presque égaux, peut donner des indications précieuses.

N'y aurait-il pas, de ce côté, des précautions spéciales à prendre lorsque somme l'extinction des feux ?

Le docteur Girard-Mangin

Le docteur N. Girard-Mangin a rempli depuis le 4 août 1914, sans autre répit qu'une permission de dix jours, les fonctions de médecin aide-major de 2^e classe, d'abord dans la 21^e région, en chirurgie, puis dans la région fortifiée de Verdun, aux contagieux.

Ceci n'a rien d'absolument remarquable.

Mais ce qui est très remarquable, c'est que le docteur Girard-Mangin est une femme.

A la Chambre

La réquisition des avoines

C'est une séance amorphe et qui n'intéresse que les spécialistes de l'agriculture ou de la viticulture, car, avant la discussion de la proposition de réquisition des avoines, M. de Monzie, député du Lot, demande au gouvernement comment il compte régler les achats de vins réquisitionnés dans son arrondissement.

M. Thierry calme cette préoccupation, d'ailleurs légitime, mais d'ordre évidemment un peu électoral, en répondant :

— Un acompte de vingt francs par hectolitre a déjà été versé aux intéressés pour leur permettre d'acheter des engrais.

Et il assure la Chambre de la sollicitude du Gouvernement pour tous les viticulteurs, même ceux qui ne sont pas du Lot.

La Chambre adopte le projet tendant à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1916, puis aborde la discussion de la proposition concernant la réquisition des avoines chez les cultivateurs.

M. Boret, rapporteur de la proposition, affirme que le mécontentement est grand dans le monde agricole.

L'intendance n'a pas voulu augmenter le chiffre de ses achats d'avoine dans les derniers mois de 1915 pour désencombrer les ports. Or il faudra, maintenant, doubler et même tripler les importations. Les ports seront encombrés davantage.

Une même hausse atteint le blé, le maïs, le vin, le fourrage.

Le rapporteur conclut en encourageant M. Thierry à faire appel, pour assister les intendants, à l'expérience des grands commerçants habitués à traiter de grosses affaires.

— La crise de l'avoine est due surtout à la spéculation ! s'écrie M. Jobert.

Et, ma foi, il pourrait bien avoir raison !

M. Labrousse fait une digression sur la réquisition des vins, puis M. Paisant repart de l'avoine. Il serait d'avis de joindre au projet en discussion un texte qu'il a déposé en vue de l'unification du prix des produits agricoles et de la réglementation des réquisitions.

Les céréales, selon lui, ont été entassées, immobilisées dans la zone des armées par les réquisitions. Il en est résulté un accaparement dans ces régions, tandis que le reste de la France souffrait de la rareté de ces denrées. Même dans la zone des armées, on arriverait à fixer un cours de l'avoine si une partie de la récolte n'était pas réquisitionnée, mais laissée aux cultivateurs.

Personne ne fait à M. Paisant une objection qui semblerait s'imposer : « Comment peut-on spéculer sur de l'avoine réquisitionnée ? »

M. Cosnier signale des scandales dans la réquisition du foin, et M. Bougère se plaint du manque de personnel agricole.

Des permissions de quinze jours aux ouvriers agricoles seront-elles accordées, comme l'a promis M. David ?

M. Thierry répond d'abord sur la réquisition des vins. Des sanctions ont été prises contre des intendants coupables d'avoir acheté des vins avariés. Il expose ensuite que la tâche énorme des réquisitions a nécessité un effort également énorme, mais qui a pu faiblir par endroits. Il défend son administration, excuse l'intendance, blâme la spéculation, et le projet est voté finalement.

La Chambre, avant de lever sa séance, vote un projet de résolution affirmant ses sentiments de sympathie pour la Douma, à l'occasion de la reprise de ses travaux, et félicite la nation russe pour la victoire d'Erzeroum.

Séance aujourd'hui, à trois heures.

Au Sénat

Les orphelins de la guerre

M. Antonin Dubost prononce l'éloge funèbre de M. Danelle-Bernardin, sénateur de la Haute-Marne, décédé.

M. Ribot opère le dépôt du projet relatif à la taxation des bénéfices de guerre. Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Sur la proposition de M. Millies-Lacroix, la loi concernant les majorations spéciales à accorder aux femmes en état de grossesse est renvoyée à la commission des finances, pour avis.

Et le Sénat reprend la discussion du projet relatif aux orphelins de la guerre.

M. Perchot, rapporteur, continue son discours. Il étudie l'économie du projet en ce qui concerne le régime de la tutelle, tel qu'il est organisé par le Code civil, et la sauvegarde du patrimoine des orphelins.

Les femmes pourront être tutrices, et il n'y aura pas d'hypothèque légale sur les biens des tuteurs ou tutrices des pupilles de la nation.

Un tuteur social pourra être choisi parmi des délégués *ad hoc* habitant la localité, mais ce choix dépendra du conseil de famille. Le pupille de la nation ne sera pas soustrait à l'autorité familiale.

La droite interrompt à diverses reprises pour marquer sa défiance de l'institution nouvelle du « tuteur social », et M. de Lamarzelle, au nom de ses amis, blâme M. Perchot d'avoir parlé, au début de son discours, en termes méprisants, des pratiques « abrutissantes » en honneur dans les orphelinats catholiques.

« Vous avez d'autant plus tort, dit-il, de mépriser la charité catholique que l'Etat sera bien obligé, après la guerre, de compter sur elle pour l'entretien de nombreux orphelins. L'Etat ne pourra tout faire. Ses capacités financières ont des limites. »

L'orateur catholique félicite d'ailleurs M. Perchot d'avoir condamné le système de la Convention pour l'éducation des pupilles de la nation.

— La Convention a sauvé la France ! s'écrie M. Bérenger.

— Je ne l'attaque pas ! Je me défends ! répond M. de Lamarzelle.

Finalement, M. Henry Bérenger s'accorde avec son contradicteur pour déclarer qu'en ce moment surtout il n'y a pas deux Frances.

Puis le conflit s'envenime de nouveau quand M. de Lamarzelle parle des allégations de certains journaux antichrétiens sur le rôle des curés pendant la guerre.

Il y a la contrepartie dans d'autres journaux ! interrompt M. Chautemps. Mais ce sont des victoires que nous ne voulons pas remporter. On se bat à Verdun.

Ce que craint M. de Lamarzelle, c'est que la liberté de conscience soit moins respectée chez les pauvres que chez les riches. Il y aura souvent conflit entre le « tuteur social » et la famille.

— Introduisez-vous, dit-il, ce tuteur social dans la famille, *manu militari*, selon la méthode germanique ?

« La question financière n'est pas insoluble. Mais si l'orphelin a une famille, la question de l'éducation sera une source de conflits. Mes amis et moi acceptons le projet, sauf sur quelques points. Nous avons le désir de maintenir l'union sacrée proclamée le 4 août 1914. »

M. Painlevé, ministre de l'instruction publique, ramène la discussion dans ses limites naturelles. On s'égarait, positivement ! M. Lintilhac manifestait l'intention d'examiner à quelle époque l'idée de patrie avait pris naissance !

Le ministre croit s'apercevoir que M. de Lamarzelle regrette le texte primitif du gouvernement, dans lequel la surveillance des orphelins de la guerre était assurée par le « juge des tutelles ».

Or le gouvernement a relié son texte à celui de la commission qui institue un conseil de famille dont la réunion est obligatoire. Il a voulu élargir la tutelle établie par le Code civil. Le mot de tuteur social effraie quelques-uns d'entre nous...

— Ce n'est pas le mot ! C'est la chose ! s'écrie un sénateur de droite.

M. Painlevé tente d'apaiser ces craintes en déclarant que le conseil de famille sera là pour sauvegarder les droits de la famille, que le tuteur social tiendra son pouvoir uniquement de la bonne volonté de la famille, et que l'office départemental est là pour saisir le tribunal s'il y a lieu.

Le ministre termine sur un appel à l'union et le Sénat lève sa séance.

Aujourd'hui, suite de la discussion.

Nous commencerons demain la publication du roman inédit de JEAN DRAULT :

LES MYSTÈRES DE CORNEVILLE

ou

L'Espion malgré lui

Après les Mystères de Paris, d'Eugène Sue ; les Mystères de Londres, de Paul Féval ; les Mystères de Marseille, de Pierre Zola ; les Mystères de New-York, de Pierre Decourcelle, les Mystères de Cornéville étaient tout indiqués pour parachever la série d'épisodes mystérieux qui forment si précieux aliment à la littérature contemporaine.

DERNIÈRES NOUVELLES

L'attitude de la Pologne

Petrograd, 24 février. — Au cours de la séance de la Douma, le député polonais Harusiewicz a déclaré que, dès le commencement de la guerre, la Pologne s'est rangée irrévocablement aux côtés de ceux qui luttaient pour l'existence indépendante des nationalités. Cette position, les Polonais l'occupent en dépit des fluctuations des événements de la guerre et des adulations de l'ennemi. Cette fidélité résulte, non seulement des liens d'Etat qui les attachent à la Russie, mais se fonde sur les traditions de la pensée politique polonaise, prouvée par l'expérience de l'histoire. La confiance mutuelle des peuples russe et polonais peut et doit devenir la base et le ferme appui de la force inépuisable sur laquelle s'appuiera tout le monde slave.

Les Polonais apprécient les déclarations de M. Sazonoff sur l'unification de la Pologne démembrée qui leur fait espérer que le sol polonais ne deviendra pas un objet de marchandage. Les Polonais voudraient voir dans la déclaration de M. Sturmer la promesse que la nation polonaise prendra l'administration réelle de la terre natale réunie sous le sceptre de l'empereur de Russie qui est le tsar de la Pologne, à mesure que la Pologne sera délivrée du joug ennemi, de telle sorte qu'il n'y ait plus ni retards ni erreurs dans l'avenir, pour ne pas fournir la possibilité à l'ennemi de les exploiter au détriment de la cause commune.

Les Polonais regrettent que la déclaration de M. Sturmer n'ait pas touché la question de la suppression de toutes les limitations nationales confessionnelles des Polonais sur toute l'étendue de l'Empire. La grande idée de la libre organisation du monde slave doit être opposée à l'impérialisme allemand.

La solution du problème international est inconcevable sans celle de la question polonaise dans toute sa plénitude.

Les Polonais croient fermement qu'avec l'aide de Dieu, les efforts unis du grand peuple russe et de ses vaillants alliés dans cette lutte amèneront une complète victoire et qu'une nouvelle ère de vie, libre et féconde, s'ouvrira devant les peuples délivrés de la violence allemande.

LA GRÈCE ET LES ALLIÉS

Un démenti grec

Rome, 24 février. — La légation de Grèce communique la note suivante : « L'Agence télégraphique bulgare a répandu la nouvelle suivant laquelle le ministre de Grèce à Sofia aurait déclaré à M. Radoslavoff que la Grèce testerait neutre, même en cas d'attaque de Salonique de la part des Bulgares. « Cette nouvelle est dénuée de tout fondement, le ministre de Grèce à Sofia n'ayant fait aucune déclaration. »

Essad pacha à Brindisi

Brindisi, 24 février. — Essad pacha est arrivé à bord d'un contre-torpilleur italien.

Les relations gréco-bulgares

Athènes, 23 février. — Parlant des relations gréco-bulgares actuelles, le *Kairi* dit que ces relations sont quelque peu tendues, à la suite de divers incidents récents. Il ajoute :

« Il est vrai que des explications satisfaisantes ont déjà été fournies par la Bulgarie, sur l'incident survenu à la frontière, et sur l'arrestation à Xanthi du courrier diplomatique grec ; mais cela ne diminue pas la croyance que la Bulgarie cherche à adopter une attitude de provocation. »

Le journal conclut : « Le gouvernement grec devra faire comprendre aux Bulgares que leur tactique pourrait, à la longue, indisposer le peuple et l'armée helléniques. »

Autour de Salonique

Retour du général Sarraïl

Salonique, 23 février. — Le général Sarraïl est rentré ce matin à Salonique. Il a, au cours d'une interview, déclaré que son entretien avec le roi porta sur la question militaire de la défense de Salonique.

« En ma qualité de commandant de l'armée d'Orient, a-t-il dit, j'ai visité le généralissime de l'armée grecque. Mon entretien avec M. Skouloudis a eu trait à la question du ravitaillement de Salonique et de la Macédoine orientale. »

Le général Sarraïl a conclu : « Je suis très satisfait de mon voyage. »

EN ROUMANIE

La propagande allemande

Bucarest, 24 février. — Les agriculteurs résidents en Dobroudja roumaine ont envoyé au gouvernement bulgare à Sofia une adresse mettant à sa disposition 15 à 20.000 wagons de céréales. Cette nouvelle a produit dans les roumains une pénible impression, car des renseignements autorisés signalent la présence dans la Dobroudja de nombreux agitateurs bulgares et turcs travaillant la population et demandant que la Dobroudja roumaine fasse retour à la Bulgarie.

La propagande allemande continue à répandre des nouvelles tendancieuses. A la tribune du Sénat et de la Chambre, on a signalé le danger de cette propagande ; on en a cité de nombreux exemples, notamment celui de M. Seceliani, président de l'Union des syndicats agricoles, qui a touché une commission d'un million et demi de francs pour faciliter aux Allemands l'achat de céréales. Ce fait est sévèrement

MINES A LA DERIVE

Berne, 24 février. — On télégraphie de Copenhague à la *Gazette de Francfort* du 23, qu'à la suite de la dernière tempête, de nombreuses mines se sont détachées le long de la côte méridionale de l'île Laaland. On a vu ainsi plus de cent mines dont plusieurs étaient portées vers la terre.

Ils exposent les femmes au feu du canon

Communiqué russe

Petrograd, 24 février. — Front occidental. — Des avions allemands se sont montrés au-dessus de la région de Riga et dans le secteur de la Dvina, d'Ogor et de Probstshof ; ils ont jeté des bombes.

Dans la région d'Ogor, l'ennemi a exécuté un violent tir de nuit et a envoyé vers nos tranchées des éclaireurs en sarreaux blancs qui ont été repoussés par notre feu.

Sur la position de Dvinsk, dans la région du chemin de fer de Ponovog et au nord de Tchertorsky, nos défillements ont refoulé l'ennemi et progressé.

Dans la région de Polsch, au sud-ouest de l'Olyk, l'ennemi a envoyé travailler des femmes dans les endroits les plus exposés au feu ; ces femmes sont probablement russes.

En Galicie, au nord-ouest de Tarnopol, dans la région des villages d'Oliadki et de Vorobiovka, nous avons fait sauter un canon et nous avons occupé l'entonnoir. L'ennemi a bombardé sans résultat le lieu de l'explosion à l'aide de mines, avec des lance-bombes, il a jeté des projectiles qui, pendant leur trajectoire, produisaient un bruit pareil à celui d'une hélice.

Près de Mikhaltsche, l'ennemi a jeté dans l'entonnoir que nous occupons des bombes lacrymogènes, puis il a tenté d'attaquer, mais il a été rejeté par notre feu.

Mer Noire. — Près du Bosphore, un de nos sous-marins a essuyé à deux reprises une attaque sans résultat de deux avions ennemis. Ce sous-marin a détruit un volier chargé de charbon.

Front du Caucase. — Nos fractions continuent à presser l'ennemi avec succès.

Les Etats-Unis et l'Allemagne

La défense des paquebots

New-York, 24 février. — M. von Jagow ayant réitéré au correspondant du *New-York World* à Berlin que l'attaque prochaine des navires marchands armés fut motivée par les instructions données par l'Amirauté anglaise et que les preuves justifiant une nouvelle mesure furent soumises aux gouvernements de Washington et de Londres, ce journal fait remarquer que le silence a été fait autour des dites preuves et que rien n'indique que Washington et Londres s'en sont préoccupés. « Que sont devenues ces preuves ? Une controverse de ce genre devient doublement dangereuse quand les parties négligent ou refusent de prendre en considération le véritable point en litige. Le droit international reconnaît aux navires de commerce le droit de s'armer pour la défense, mais considère comme navire de guerre tout navire armé pour une agression. Nous ne pouvons pas ignorer ce fait sans nous placer dans une fausse position. »

LA BATAILLE DE VERDUN

L'opinion anglaise

Londres, 24 février. — La *Westminster Gazette* dit que l'attaque sur Verdun, qui se développe actuellement, est sans doute la formidable offensive ennemie du printemps dont on nous a tant parlé. Elle se produit à l'endroit exact que l'on pensait et est appuyée par de grandes forces. Les Français font héroïquement face à la situation et malgré les fluctuations inévitables dans une bataille comme celle-ci, le gain obtenu par l'ennemi est infinitésimal en comparaison des pertes subies par lui.

La prise d'Erzeroum

Le mécontentement en Turquie

Athènes, 22 février. — (Retardée dans la transmission.) — Selon des informations reçues par des journaux, la prise d'Erzeroum est maintenant connue à Constantinople, ce qui cause une grande irritation dans les milieux musulmans. Le parti de la paix prend une plus grande importance. Des démonstrations ont lieu dans les rues.

La défense aérienne de l'Angleterre

Londres, 24 février. — Chambre des Communes. — M. Asquith annonce que lord Derby, organisateur du recrutement, accepte la présidence du comité mixte naval et militaire, qui aura à s'occuper du service de défense aérienne et qu'il remplira ce poste sans rémunération.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Londres, 24 février. — Front occidental (21 heures). — La nuit dernière, nous avons fait exploser une mine devant Hulluch et nous avons occupé le cratère.

Aujourd'hui, un duel d'artillerie dans les environs de Bac-Saint-Maur s'est terminé à notre avantage.

Notre artillerie a bombardé avec succès des ouvrages ennemis près de Frelinghien, sur le canal d'Ypres à Comines et à l'est de Boesinghe.

LE ZEPPELIN DÉTRUIT

Stockholm, 24 février. — Le yacht *Stella* recueilli près de Gothenbourg une bouteille renfermant des messages de l'équipage du zeppelin L-19. Deux lettres étaient du commandant Uhlé adressées à ses parents et à sa femme. Une troisième lettre déclarait que le dirigeable se trouvait à cent mètres au-dessus des flots et que, les moteurs refusant tout service, tous s'attendaient à tomber à la mer. Une quatrième lettre annonçait que le dirigeable et l'équipage s'élevaient.

Départ du cardinal Mercier

Rome, 24 février. — Depuis deux heures de l'après-midi, la foule était massée aux abords et dans l'intérieur de la gare pour assister au départ du cardinal Mercier. Les carabiniers faisaient le service d'ordre.

La salle royale était ornée de fleurs envoyées par la colonie belge. Dans l'assistance, on remarquait le consul général de Belgique et Mme Dubois, le ministre d'Angleterre auprès du Saint-Siège et Mme Howard, le ministre de Russie auprès du Saint-Siège et Mme Neldow, le ministre de Belgique auprès du Saint-Siège et Mme Van den Heuvel, le ministre de Belgique auprès du Quirinal, le personnel des deux légations de Belgique, les députés belges, MM. Vermeersch et Destree, des prélats et de nombreuses notabilités de la colonie belge.

Le cardinal Mercier est arrivé à la gare à deux heures quarante ; il a été reçu aux cris répétés de : « Vive la Belgique ! Vive Mercier ! Vive la Quadruple ! »

Le consul et les autres personnes présentes ont baissé l'anneau cardinalice. Le cardinal s'est avancé lentement, tête nue, au milieu de la foule. Les carabiniers ont dû lui frayer un passage jusqu'à la salle royale.

M. Vermeersch, député, a présenté au cardinal Mercier de nombreux membres de la presse présents, groupés sous un drapeau belge.

M. Carry, au nom de la presse, a fait des vœux pour l'heureux retour du cardinal en Belgique. « Le cœur du monde entier, a-t-il dit, notamment celui de l'Italie, bat à l'unisson avec celui des Belges. La Belgique obtiendra bientôt les réparations dues ; au revoir, après le jour de la victoire ! »

Le cardinal ému a remercié.

Dans la salle royale, un groupe de dames a offert un bouquet magnifique au cardinal qui, après s'être brièvement entretenu avec les personnes présentes, a gagné le train dont le wagon réservé était orné également de fleurs. Aux adieux qui lui sont faits, le cardinal Mercier dit : « J'aurai bien des choses à raconter en rentrant en Belgique. »

Le train s'est mis en marche à deux heures cinquante-cinq au milieu des acclamations et des cris de : « Vive Mercier ! Vive le grand cardinal ! Vive la Belgique ! »

Le drapeau belge salue le cardinal. Tout le monde salue et le cardinal Mercier répond de la main à ces salutations jusqu'à ce que le train ait disparu.

Le cardinal Mercier s'arrêtera ce soir à Florence ; il se rendra ensuite à Bologne où il sera pendant quelques jours l'hôte du cardinal Gusmini.

Le naufrage du "Westburn"

Tanger, 24 février. — Un navire anglais, le *Westburn*, battant pavillon allemand, a péri devant Ténériffe le 22 et a débarqué un certain nombre de marins anglais des équipages de plusieurs navires de commerce que l'on suppose avoir été coulés par un croiseur auxiliaire allemand, probablement la *Mouevé*. Ces marins, au nombre de 205, seraient les équipages d'un navire belge et de quatre anglais.

Après cette opération, le *Westburn* repartit le large et sombra tout à coup. On suppose que les marins qui le montaient, un officier et six marins et qui regagnèrent la côte en canot, firent couler le *Westburn* à dessein ; les marins furent emprisonnés par l'autorité espagnole. Le *Westburn* aurait été capturé par la *Mouevé*, seize jours auparavant, devant Pernambuco.

LA VIE EN ALLEMAGNE

Des potagers sur les toits !

Berne, 24 février. — Les grands magasins Tietz à Berlin viennent d'organiser une exposition de petits jardins potagers, tels qu'on peut les installer sur les balcons, les toitures et dans les cours des maisons. Les maîtresses de maison peuvent trouver là le moyen de s'approvisionner elles-mêmes en légumes.

Nouveaux impôts

Les *Nouvelles Politiques* de Berlin annoncent de source officielle que les projets d'impôts nouveaux seront incessamment publiés dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*.

La crise alimentaire

Berne, 24 février. — Les journaux allemands arrivés ce soir en Suisse montrent que la crise alimentaire s'aggrave de jour en jour. D'après une dépêche de Mayence aux *Dernières Nouvelles de Munich*, la Fédération des communes de Mayence a réquisitionné chez les producteurs toutes les pommes de terre.

D'après une autre dépêche adressée, celle-là, de Dresde, la carte ne donne plus droit qu'à 7 livres par personne et par semaine. Voilà pour les pommes de terre.

Passons au beurre.

D'après le *Lokalanzeiger*, les marchands de beurre de Berlin se plaignent amèrement de l'Office impérial qui, dans la répartition pour Berlin et la banlieue, n'a pas livré du beurre en quantité suffisante. On fait d'ailleurs connaître officiellement qu'à partir du 5 mars 1916, par ordre du chancelier de l'Empire, l'Office central des achats ne cédera plus de beurre aux communes et aux administrations communales qu'autant que celles-ci, par l'introduction de la carte de beurre ou par une réglementation quelconque pourront garantir que la consommation du beurre dans leur ressort ne dépassera pas 125 grammes par semaine et par tête d'habitant. Les enfants au-dessous de deux ans ne doivent pas être comptés dans le nombre des habitants ayant droit au beurre. De 2 à 14 ans, on n'a droit qu'à la moitié de la ration normale.

Les quantités de beurre qui arrivent de l'extérieur par la poste doivent être déclarées. Elles seront déduites des quantités à recevoir par les intéressés.

On voit que l'accord ne règne pas de l'autre côté du Rhin sur les problèmes alimentaires.

L'« Œuvre » militaire

La Relève des Blessés

C'est une des questions les plus importantes et les plus angoissantes. Quoi de plus triste que de songer qu'il peut y avoir des hommes qui agonisent et qui meurent en avant des lignes, faute d'une organisation de relève suffisante ?

Actuellement, cette organisation est théoriquement celle-ci : devant la ligne figurent des points de ralliement, connus des combattants, et qu'on dénomme les nids de blessés. Les brancardiers de compagnie ramassent ceux qui se rendent à ces nids et les mènent au poste de secours. Les brancardiers de régiment transportent les blessés en arrière ; et enfin les brancardiers divisionnaires assurent l'évacuation sur l'ambulance. Ceci du moins est la théorie ; l'usage des ambulances automobiles l'a un peu modifiée..., de même que l'absence des brancards, toujours en nombre notablement insuffisant. Les brancardiers divisionnaires et régimentaires pouvant être remplacés par des voitures mécaniques, ces hommes sont utilisés pour la relève de l'avant au moment des grandes actions ; ils ne manquent pas de bonne volonté, mais malheureusement leur absence d'habitude du feu, des tranchées et du combat diminue leur utilité. Pour pouvoir être d'un secours vraiment efficace, il faudrait qu'ils eussent subi déjà l'épreuve du feu, qu'ils eussent l'habitude du canon, de l'action, la pratique et la connaissance du secteur.

Un homme qui n'a pas étudié un secteur éprouve une peine énorme à s'y reconnaître ; après avoir tourné dans quelques boyaux, il perd toute notion de la topographie et ne sait plus, bien souvent, si l'ennemi est devant ou derrière, à droite ou à gauche. Incertitude encore beaucoup plus grande si, comme c'est l'usage, la relève doit avoir lieu la nuit.

Pour que cette question de la relève des blessés fût réglée de façon satisfaisante, il faudrait non seulement accoutumer les brancardiers divisionnaires — actuellement très à l'arrière quand il n'y a pas d'action — et les brancardiers régimentaires à vivre dans les tranchées et à bien étudier leur secteur ; mais il serait encore nécessaire d'organiser, pour les compagnies de renfort, des équipes nombreuses de brancardiers éventuels ayant chacune leur secteur de relève bien déterminé et dotées d'un matériel très complet. Une fois la nuit tombée, en fin des journées d'action,

Les idées qui passent...

Italie et Allemagne

M. Clemenceau (*Homme enchaîné*) commente le discours prononcé par M. Tittoni à Nice. Il approuve ses paroles, mais regrette que l'ambassadeur italien ne puisse nous expliquer pourquoi l'Italie n'est pas encore en guerre avec l'Allemagne :

Notre ennemi n'est pas encore le nôtre ; mon devoir de Français m'oblige à le constater. On a, dites-vous avec grand raison, le sentiment, des deux côtés des Alpes, que « la cause est commune ». Rien de plus vrai. Mais la cause commune n'implique-t-elle donc pas le commun ennemi ?

La parole que nous aurions aimé à entendre de vous, à cet égard, vous ne l'avez pas pu dire. Je ne vous en demande pas la raison, puisque vous ne sauriez me la répondre. Mais, en toute loyauté, n'est-il pas douloureux que nous ne la connaissions pas, cette raison impénétrable, que nous ne puissions pas la comprendre ? Vous envalisez, et nous sommes envahis. Dans l'esprit des combattants, cela fait une grande différence. De toute notre volonté, nous allons vers vous. N'est-il pas temps que vous fassiez la moitié du chemin ?

L'Angleterre et nous

M. Arthur Meyer (*Gaulois*) félicite M. Clemenceau de sa harangue à nos hôtes anglais, mais il l'admoneste amicalement de n'avoir pas dit le vrai caractère de Jeanne d'Arc :

Pour ce qui est de l'Angleterre et de la France, comme l'a dit éloquentement M. Clemenceau, depuis longtemps nous attendions cette intimité d'aujourd'hui, depuis Hastings et depuis le Prince Noir. Et tout le monde applaudira à cette période de grande envolée par laquelle l'orateur souhaite que nos amis anglais s'arrêtent au pied du monument où, toute d'or sur son cheval d'or, marche au combat la petite paysanne de France qui fut, on ne sait comment, à elle seule une armée. Halte-là ! monsieur Clemenceau, et permettez que je vous arrête. On sait très bien comment. C'est qu'elle avait, elle réellement la mission divine que s'arroge le kaiser. Elle avait, elle, reçu de Dieu la mission de bouter l'ennemi hors de France. Voilà pourquoi elle a réussi et cueilli le laurier immortel, tandis que le kaiser récoltera la honte du désastre final et la malédiction de ses propres sujets désenchantés.

Les Allemands en Espagne

M. Pierre Lalo (*Temps*) vient d'étudier la propagande effrénée poursuivie par les Boches en Espagne. Voici quelques lignes de son article :

Ils font des affaires. Ils n'en ont jamais tant fait qu'aujourd'hui. Non pas certes des affaires dans le présent : la rupture des communications commerciales entre leur pays et l'Espagne les empêche bien ; mais des affaires pour l'avenir. Ils préparent tout pour qu'elles reprennent immédiatement après la guerre, et ont, pour plus actives que jadis, ils y sont aidés et poussés par les circonstances. La mauvaise fortune même qui les a retenus malgré eux sur la terre espagnole les sert dans cette occasion, en leur donnant l'avantage du nombre. Ils sont légion ; et en face d'eux ils n'ont personne. Plus de Français en Espagne : ils sont pris par la mobilisation ; plus de Belges, presque plus d'Anglais. Les Allemands ont le champ libre et la place nette ; ils en profitent d'autant mieux.

chaque équipe s'abattra sur son terrain, qu'elle aurait préalablement étudié, et le fouillerait minutieusement et utilement. Que de vies seraient épargnées si l'on avait une organisation de ce genre !

Mortimer Mégrét

On nous écrit :

Salaires de guerre

Les maisons de couture exagèrent. Leurs affaires ont pourtant repris ; mais elles maintiennent des salaires dérisoires. La semaine dernière, j'ai travaillé neuf heures chaque jour pour gagner seize francs en tout. Et j'ai une fille à ma charge.

Une employée de la maison X..., place Vendôme.

RÉPONSES

Flamand. — Non, vous n'y avez pas droit. Un capitaine territorial. — 1° Oui ; 2° oui, à condition qu'ils aient moins de trente-cinq ans.

A. 48. — Non, il faut être apte au service armé.

A. G. — 1° Oui. Dans trois mois. 2° Votre femme peut continuer à toucher.

E. F. — Non, vous ne repasserez pas la visite avant un an.

Manchoir 115, Lyon. — Oui.

S. R. — 1° Oui ; 2° tous les services ; 3° chef de corps ; 4° les mêmes visites.

J. L. — Les officiers de l'active doivent obtenir l'autorisation du ministre pour se marier. Les autres, pas.

Deux navires torpillés

Marseille, 24 février. — Par le *Natal*, des Messageries Maritimes, arrivé aujourd'hui, venant de Salonique, sont débarqués dix survivants du voilier français *Roubine* et vingt-sept du vapeur anglais *Diadem*, récemment torpillés dans la Méditerranée.

Voici les renseignements recueillis auprès des échappés : Le vapeur anglais *Diadem* fut rencontré par un sous-marin qui le torpilla sans avis préalable.

Le navire menaçait de couler, les hommes de l'équipage du *Diadem* mirent une embarcation à la mer et furent recueillis par le voilier *Roubine*. Ce dernier fut torpillé à son tour et les deux équipages prirent place aussitôt dans les embarcations où ils furent recueillis dans la journée par le vapeur *Natal*, des Messageries Maritimes.

Dès leur arrivée à Marseille, l'équipage du *Diadem* se rendit au consulat d'Angleterre où le commandant déposa son rapport ; celui du *Roubine* consigna ses déclarations aux bureaux de la marine.

que beaucoup d'entre eux, commerçants, voyageurs et représentants de commerce, venus d'Amérique ou d'ailleurs ne font que continuer leur métier habituel : métier où ils excellent et qui, les conduisant à pénétrer partout, s'accorde à merveille avec ceux de l'espionnage et de la propagande.

M. Charles Humbert (*Journal*) ne se lasse pas de répéter son cri fameux : « Des canons, des munitions ! » Et il ajoute : « Des hommes pour en fabriquer, jour et nuit ! »

Que de fois n'ai-je pas déploré, ici, la parenté avec laquelle les ouvriers mobilisés ont été rendus à leurs ateliers, la mauvaise volonté mise par certains chefs à renvoyer les spécialistes les plus indispensables ! Et pourtant, on a largement utilisé les femmes, les enfants, les auxiliaires et les invalides, les vieillards. On a fait appel aux indigènes de nos colonies : Kabyles, Annamites, Malgaches. On réduit maintenant les prélèvements à opérer sur les troupes aux seuls techniciens d'une compétence indiscutable, aux chefs d'équipages, sapeurs à l'encadrement de tous ces travailleurs moins exercés.

Mais les besoins sont là. Et, comme je l'ai dit tant de fois, faute de quelques centaines de techniciens, le travail de nuit n'est pas encore organisé dans nos plus grands établissements de l'industrie privée pour les fabrications d'artillerie. C'est très grave au dix-neuvième mois de la guerre.

Il faudrait fournir à toutes nos usines un supplément important de main-d'œuvre. Or, les dépôts ne contiennent presque plus d'hommes susceptibles d'être employés. Et j'ajoute que les auxiliaires et invalides qui s'y trouvent devraient, pour la plus grande partie, être renvoyés chez eux.

Politique brésilienne

Le *Courrier du Brésil*, par la plume de M. Mendès d'Almeida, dénonce la funeste direction politique vers laquelle s'oriente le gouvernement brésilien. La faute en est imputable à M. Lauro Muller, ministre des affaires étrangères du Brésil, dont la germanophilie ne fait de doute pour personne.

Voici la conclusion de l'article de M. d'Almeida :

Nous affirmons à nos amis d'Europe que le peuple brésilien ne sanctionne point la politique tortueuse, sournoisement germanophile, de son actuel chancelier ; et, à notre peuple, nous devons déclarer, avec franchise, que cette politique l'expose à perdre, aux yeux du monde civilisé, le renom que le Brésil a su conserver, jusqu'à présent, de fidèle représentant des traditions latines.

Le cri du cœur

Du *Cri de Paris*, ce joli mot d'un mercanti :

C'est un gros fournisseur qui l'a prononcé, un de ceux qui sont en train d'échafauder une belle fortune, d'ailleurs fort honnêtement, en se mettant en quatre, en huit, en dix, afin de procurer à nos soldats tout ce dont ils ont besoin pour vaincre.

Un de ses amis, admirant son activité vraiment fébrile, lui disait :

— Vous vous surmenez. On croirait que vous avez le monde à conquérir. Pas une minute de repos, pas un instant de calme !

— Dame, répliqua le fournisseur, cette guerre ne durera peut-être pas toujours.

"L'Œuvre" Économique

LES ASSURANCES et la Guerre

La guerre a posé la question des primes d'assurances comme elle a posé celle des loyers. Aussi bien y a-t-il, entre les deux, plus d'une analogie et, si l'heure était aux parallèles, il serait ici très facile d'en établir un.

Bornons-nous à noter les analogies principales : le contrat entre propriétaire et locataire, entre assureur et assuré, dénommé, dans le premier cas, acte de location ou bail, et, dans le second, police, comporte le paiement, à l'un loyer, à l'autre prime, également déterminés d'avance, selon l'importance du logement ou de la somme assurée ; enfin, les deux sortes de contrat comportent des clauses résolutoires, notamment — pour nous en tenir aux assurances qui seules nous occupent — le non-paiement d'une ou plusieurs primes.

En temps ordinaire, cette clause s'applique le plus simplement du monde, mais, s'il y a une question des assurances, c'est précisément parce que les circonstances sont exceptionnelles et que, par suite, le principe que « le contrat fait loi entre les parties » devient caduc. Il faut donc pour résoudre cette question, comme bien d'autres, s'inspirer présentement moins de l'inflexibilité juridique que d'un souci d'équité.

Et telle est l'origine des moratoires qui, passant par dessus les clauses des polices, ont stipulé entre les contractants un *modus vivendi* nécessité par le cas de force majeure, qui met un grand nombre d'assurés dans l'impossibilité matérielle de remplir strictement leurs engagements.

Le problème n'était pas peu complexe, puisqu'il s'agissait de maintenir à l'assuré les avantages d'une police dont il n'assumait plus les charges. En manière de dédommagement, les décrets stipulèrent, dès les premiers mois de la guerre, que les compagnies d'assurances sur la vie ne seraient tenues de payer qu'une fraction de l'indemnité prévue : un décret du 26 juin 1915 l'a portée à 50 0/0 de la somme assurée à concurrence de 25.000 francs, avec la réserve que le bénéfice de cette disposition n'était acquis qu'à l'assuré ayant versé le montant de la prime.

Cette restriction parut toutefois léonine et, en décembre dernier, le ministre du travail faisait signer un décret aux termes duquel l'assureur était autorisé à inviter, par simple lettre recommandée, l'assuré à lui faire connaître s'il a l'intention de poursuivre son contrat, soit en acquittant les primes échues, soit en prenant l'engagement de les acquitter, en une ou plusieurs fois, à son gré, dans le délai de deux ans après la cessation des hostilités, étant entendu que, faute de réponse dans le délai d'un mois, l'assureur ne serait plus tenu qu'à concurrence de la valeur acquise à la police conformément aux conditions du contrat.

Mais ces dispositions ne sont pas applicables aux assurés mobilisés ou domiciliés dans les régions envahies, pour qui la question reste, par conséquent, entière.

Pour eux, que va-t-il se passer ? Les compagnies d'assurances ont des chefs de contentieux singulièrement habiles, d'ailleurs disent-ils, à trouver quelque bon ou plutôt mauvais prétexte pour éluder les engagements. Un litige qu'eût à trancher, dans le courant d'août dernier, le tribunal de Narbonne fait, à ce propos, pressentir de quels moyens dilatoires useront des compagnies lorsqu'il s'agira de payer la somme assurée.

La compagnie se retranchait, cette fois, derrière une clause de la police, stipulant qu'au cas où l'assuré « est appelé à un service de guerre, soit comme combattant, soit dans l'un des services auxiliaires de l'armée, l'assurance, à moins de convention spéciale, est de plein droit suspendue, du jour de l'entrée en campagne jusqu'à la cessation des hostilités ».

Mais de qui donc s'agissait-il là ? D'un G. V. C. qui avait passé six semaines sous les drapeaux, loin du front, et était mort dans son lit, deux mois après son renvoi dans ses foyers ! L'avocat donna lecture au tribunal d'un article de Gustave Téry montrant la nécessité, en pareille matière, de distinguer avec soin les espèces, et les juges de Narbonne se rendirent à ses excellentes raisons. Mais il y a des cas moins simples.

Que sera-ce lorsqu'il s'agira d'un assuré tombé en combattant ? d'un assuré dans toute autre situation prêtant à discussion ? Que sera-ce encore si, rentré sain et sauf, la paix signée, l'assuré vient à décéder avant d'avoir intégralement acquitté ses primes en retard ? Mais, ces primes, pourra-t-on même en exiger le paiement de celui qui va, à son retour, trouver ses affaires en plein désarroi, et à défaut de ce paiement, pourra-t-il être déclaré brutalement déchu et perdre ainsi le fruit, la plus grande partie du fruit, des sacrifices qu'il s'est imposés durant une longue suite d'années ?

Non, il ne faut pas que le sort de l'assuré qui aura été, pendant tant de mois,

à la peine et au danger, soit à la merci du plus ou moins d'humanité ou d'apré au gain des compagnies. Il ne faut pas que, grâce à une déchéance qui leur est profitable, les compagnies réalisent un profit considérable sur toute une foule d'assurés empêchés de s'acquitter.

Il y a là, pour le législateur, une question à examiner dès à présent et à régler le plus rapidement possible : elle est tout aussi complexe, sinon plus, que celle des loyers, que l'on n'arrive pas encore à trancher. Et si l'on admet le principe d'une exonération des loyers en retard pour toute une catégorie de locataires, on ne voit pas bien pourquoi elle ne s'étendrait pas aux assurés pour leurs primes arriérées : la logique n'y perdrait rien et l'équité y gagnerait.

François Lebon

Le Problème commercial

REQUÊTE A NOS ALLIÉS

Dès maintenant, un des objectifs économiques de la lutte engagée contre l'Allemagne doit être de substituer au commerce austro-allemand le commerce français. Les excellentes publications de l'« Office national du commerce extérieur » donnent à ce sujet des précisions utiles et des conseils précieux à nos commerçants de France.

On sait quelle croissante extension l'écoulement des produits allemands avait, depuis vingt ans, pris sur le marché anglais. En 1913, les importations allemandes en Angleterre se chiffraient à plus de quatre-vingt mille livres sterling, alors que les nôtres n'atteignaient pas quarante-sept mille livres.

La guerre, le blocus ont enrayé net l'expansion commerciale de nos ennemis chez nos alliés. A nous de profiter de ce nécessaire boycottage pour remplacer partout le commerçant boche en Grande-Bretagne par le commerçant français. Ce qui doit nous y aider, c'est que l'étiquette *Made in Germany* se traduit universellement par « camelote », attendu qu'au bon marché de leurs objets correspond presque toujours une médiocre qualité.

Le voyageur de commerce boche était souple, insinuant, opiniâtre, rentrant par la fenêtre quand on l'avait mis à la porte ; l'industriel allemand s'appliquait à satisfaire son client anglais, créant des modèles nouveaux, des dessins, modifiant son outillage selon les exigences.

Le mode de paiement n'était pas moins facilité, s'adaptant aux commodités de l'acheteur, donnant le crédit à longue échéance.

Il faut désormais que nous prenions dans l'île amie la place de ces gens-là, d'autant plus, comme l'expliquait récemment avec force M. Jean Perrier, le distingué attaché commercial de France à Londres, que « la production française est complémentaire de la production britannique ». La France est nécessaire à l'Angleterre ; nos produits industriels, avec leurs mérites de bon goût et de fini, ne peuvent être fabriqués par l'ouvrier anglais, robuste travailleur d'usine, mais moins ingénieux, moins habile que l'ouvrier français.

Nous avons indiqué plus haut les facilités de paiement que les producteurs allemands fournissaient à leur clientèle anglaise : il faut rappeler aussi que leurs tarifs de transport étaient plus avantageux que chez nous, que les grands syndicats consentaient des primes d'exportation et que les banques allemandes, plus hardies que les nôtres, soutenaient toujours les affaires de leurs nationaux.

(Et ce que nous disons du commerce allemand en Angleterre n'est pas moins topique si l'on considère l'importation allemande dans les colonies anglaises.)

Notre devoir immédiat est de profiter de l'exemple de labeur tenace que donnait notre ennemi. Organisation industrielle rendue de jour en jour plus intense, aide efficace apportée aux négociants français par nos capitalistes et nos sociétés financières, accélération dans le mode de transport par chemins de fer et par mer, simplification de notre régime douanier ; autant de problèmes qu'il va falloir résoudre.

Et que de questions accessoires dont aucune n'est médiocre ! Que nos représentants de commerce — dont le rôle est capital — soient désormais plus adroits, pourvus de stocks d'échantillons abondants et renouvelés ; que les patrons se rendent de temps à autre sur place pour se rendre compte des besoins ; que des groupements de producteurs se constituent ; qu'une méthode intelligente de lancement de nos produits soit adoptée, notre publicité étant souvent mal faite et routinière. A force d'activité, d'initiative — notre race manque-t-elle de ces vertus ? — nous devons supplanter le Boche dans les pays de race anglaise.

Cela dit et bien compris, abordons, en prenant un exemple, un autre aspect du problème. Nous le ferons avec le

maximum de discrétion et dans un sentiment de bonne volonté bien évidente, car la question est fort délicate. C'est à nos amis les Anglais que nous nous adressons. Nous leur demandons de nous aider dans notre tâche et de ne pas la contrecarrer.

L'exemple que nous choisissons est celui des marchandises dites « de luxe », notamment des pianos et autres instruments de musique. L'Angleterre vient de les frapper d'un droit de 33 0/0. Cette taxe est exagérément élevée ; le maximum qu'elle devrait atteindre est de 12 à 15 0/0. A ce tarif seulement l'exportation de nos pianos sera possible, et le maintien de notre change assuré à un taux modéré. Nos fabricants de pianos et, d'une façon plus générale, d'objets de luxe n'appliquent point sur les objets qui nous sont envoyés d'Angleterre des taxes semblables. Pourquoi l'Angleterre se montre-t-elle si rigoureuse ? Il y a là une anomalie, une inégalité, une réelle iniquité.

Puisqu'une commission parlementaire britannique est en ce moment à Paris, le moment semble opportun de lui soumettre la juste requête et les desiderata de nos fabricants de pianos, notamment. Pourquoi ce tarif prohibitif chargeant le fabricant allié, le traitant à l'égal d'un neutre ?

La chambre syndicale des facteurs d'instruments de musique a fait plusieurs démarches auprès des ministres du commerce et des affaires étrangères. Ses doléances n'ont pas été écoutées, ou si elles le furent, aucune suite n'y a encore été donnée. M. Georges Leygues, président de la commission des affaires étrangères, est saisi de la question. Mais la force d'inertie des bureaux est-elle donc, hélas ! un obstacle insurmontable ?

Si l'on veut extirper d'Angleterre le commerce allemand et y développer le nôtre, c'est affaire de volonté chez nous, mais aussi de bonne volonté chez nos alliés.

LE BEURRE

coûte 5 fr. 50 le kilo

— Moi, madame, me déclare le cordon-bleu, je fais partie de la Ligue contre le Beurre et le Fromage... Oh ! une ligue sans prétention, sans « statut », sans cotisation, sans réunions publiques. Mes amies et moi avons simplement juré, les mains étendues sur nos casseroles, que le plus odorant camembert ne paraîtrait sur la table, que la plus petite noix de beurre ne frétilerait dans les sauteuses avant que les prix ne deviennent raisonnables.

— Eh bien ! m'écarterai-je éperdue, comment ferez-vous sans beurre ? Pouvez-vous remplacer ce délicat moteur de toute cuisine qui se respecte ?

— Et la graisse, madame ? La bonne graisse préparée avec soin en de jolis pots de grès ? Ça vous a un grain, une finesse, une blancheur à vous rincer l'œil avant de s'en lécher les babines !

— Ah ! je ne savais point... dis-je incrédule.

— Vous saurez maintenant, voilà tout. Ça ne m'épale pas de vous voir éberluée pour si peu ! Les dames, ça s'imagine qu'il faut toujours un lièvre pour faire un civet...

— Vraiment ? on peut faire un civet sans...

— Parbleu ! quand on sait !... Encore c'est une façon de m'expliquer. Mais ce qui est absolument certain, c'est la cuisine sans beurre : la preuve en est que dans beaucoup de pays on ne connaît que la graisse. Ce sont des pays où la cuisine est peut-être « plus bonne » que par chez nous et les gens plus gourmands.

— En effet, les provinces où l'on élève les belles oies et les porcs dodus...

— Ah ! ne nous en parlez pas, cette année ! Le lard a monté, monté ! La panne et le reste à l'avenant. Faut renoncer à toutes ces gourmandises. Non, je vous parle d'une bonne graisse qui ne coûte pas cher, du moins pour le moment. La hausse peut venir ; faites vos provisions : pour deux livres de graisse de rognons de bœuf vous mettez un livre de graisse de veau ; coupez en petits morceaux et faites fondre sur feu doux en ajoutant une feuille de laurier. A mesure que la graisse fond et qu'elle entre en ébullition, écumez, puis, avec la louche, versez sur la fine passoire posée au-dessus d'un pot de grès. A la feuille de laurier je joins (ne le dites pas, ça ferait moquer de moi) une gousse d'ail. Ma parole, la graisse n'en prend aucun goût ; mais on dit que l'ail emporte l'odeur de « grillon » qui pourrait se former au fond de la bassine.

— Et la dépense ?

— Calculez, vous qui savez les arithmétiques : deux livres de graisse de bœuf à 0 fr. 60, une livre de celle de veau à 0 fr. 90...

— Cela fait 2 fr. 10.

— Comptez 200 grammes de déchets, il vous reste 1 kilo 500 grammes d'un bon produit qui remplacera le beurre dans votre cuisine.

— Cela revient à 1 fr. 60 le kilogramme.

— Probable, puisque vous le dites. C'est beau de savoir calculer si vite !...

Et puisque vous vous intéressez à mes économies, je vais vous indiquer un truc : la meilleure graisse pour les fritures est celle de... cheval. Elle est quasi comme de l'huile, sèche bien, n'a aucun goût. Si vous ne l'achetez pas toute prête, vous la faites avec de la panne qui coûte douze à quatorze sous la livre. Et surtout n'allez pas raconter cela ! Les gens « chic » pousseraient des cris parce qu'ils ne savent pas que je tiens le secret du chef d'un grand restaurant renommé pour ses fritures...

M. Comolet-Sûe

AU PARLEMENT

Les opérations militaires

La commission de l'armée de la Chambre a décidé d'envoyer au ministre de la guerre un questionnaire présenté par M. Renaudel, en vue d'obtenir, pour la commission, connaissance du détail et des résultats des opérations militaires, quand ces résultats sont définitivement acquis, et aussi un autre questionnaire présenté par M. Abel Ferry, concernant l'article 2 du service en campagne.

Elle a entendu le président du conseil sur les opérations en cours.



Etablissements ASTRAL
90, Avenue Parmentier, PARIS
Lampes Électriques de Poche
STOCK CONSIDÉRABLE D'AMPOULES
Piles et Boîtiers
POCHETTE GUILLOTINÉE
Prix spéciaux pour vendeurs
Fortes remises aux commandes militaires
Envoi franco Catalogue illustré O. 3

A l'Hôtel de Ville

Réception du Comité franco-britannique

Le comité interparlementaire franco-britannique a été reçu hier à l'Hôtel de Ville. La réception a eu lieu dans le cabinet du président du Conseil municipal. De nombreux conseillers y assistaient.

M. Milhouard a pris le premier la parole et a salué « dans la création de ce comité un nouveau et grand progrès de l'union de nos deux pays ».

« Tout ce que nous souhaitons, a-t-il dit en terminant, c'est que vous emportiez d'ici l'inébranlable conviction que la France n'est pas moins fermement résolue que l'Angleterre à poursuivre cette guerre jusqu'à la victoire complète, en dehors de laquelle il n'y aurait, pour le monde, point de salut ».

Succèsivement, on entendit le préfet de la Seine, le préfet de police et le président du Conseil général.

Puis sir Evelyn Cornwell, ancien président du County Council, prononça une éloquente allocution, disant combien il se sentait heureux de retrouver si nombreux les mêmes représentants de Paris qu'il avait connus au moment où ils jetaient les bases de l'Entente Cordiale. « Venus de tous les partis, les représentants anglais marchent avec des sentiments de frères à frères unis avec des sentiments de frères à frères unis dans ces sentiments jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la victoire ».

Sir Wardle, représentant et chef du parti ouvrier à la Chambre des Communes, prononça, au nom des classes ouvrières, qu'il n'y a pas, en Angleterre, un seul homme qui n'ait la volonté de la victoire.

« Nous sommes, dit-il, et nous resterons avec vous, jusqu'à votre triomphe, car ceux que nous combattons représentent la cause de la barbarie, et contre eux nous assurons le triomphe de la civilisation ».

Enfin, lord Bryce, ancien ambassadeur, prononça à son tour l'indiscutableté de l'union de la France et de l'Angleterre.

Si vous avez besoin de faire une cure de repos et de soleil, allez : au Grand Hôtel du Cap Ferrat, près de Nice.

La crue de la Seine

La montée des eaux s'est encore accentuée dans la nuit de mercredi à jeudi dans toute la traversée de Paris et en aval du fleuve, alors qu'une baisse légère était enregistrée dans la haute Seine et dans la Charente, affluent de l'Yonne. Mais depuis hier matin, le mouvement ascensionnel de la Seine s'est arrêté, le fleuve est étale.

Si le temps se maintient au froid pendant quarante-huit heures, sans nouvelle chute de neige, bien entendu, il est permis d'espérer que toute inquiétude pourra être écartée ; l'eau pourra s'écouler avant que se fasse sentir la répercussion de la crue des affluents du bassin supérieur de la Seine.

Les services compétents n'en continuent pas moins, cependant, à prendre toutes les mesures que comporte la situation, dans le cas où de nouvelles pluies viendraient contrarier les prévisions optimistes. C'est ainsi qu'une équipe a été organisée, qui est chargée de la surveillance des égoûts.

Enfin, ajoutons que du fait de la crue, le ravitaillement de Paris, qui se fait par voie fluviale, et qui avait réussi à se maintenir assez actif jusqu'ici, est actuellement entravé. A Issy-les-Moulineaux, le terrain du champ de manœuvres est envahi par les eaux.

Voici les cotes communiquées hier par les services hydrographiques :

Haute-Seine. — Pont de Seine à Montreuil, 2 m. 82 (baisse, 0 m. 28) ; écluse de Varennes, 4 m. 12 (baisse, 0 m. 28) ; pont de Melun, 3 m. 39 (baisse, 0 m. 33) ; pont de Corbeil, 2 m. 87 (baisse, 0 m. 09) ; écluse de Port-a-l'Anglais, 6 m. 98 (hausse, 0 m. 28).

Marne. — Ecluse de Compiègne, 4 m. 60 (hausse, 0 m. 05) ; écluse de Chalifert, 3 m. 20 (hausse, 0 m. 14) ; écluse de Charenton, 5 m. 05 (hausse, 0 m. 10).

Basse-Seine. — Ecluse du canal Saint-Martin (Austerlitz), 4 m. 46 (hausse, 0 m. 07) ; pont de la Tournelle, 4 m. 31 (hausse, 0 m. 07) ; Pont-Royal, 5 m. 43

(hausse, 0 m. 10) ; écluse de Suresnes, 8 m. 26 (hausse 0 m. 11) ; barrage de Bazons, 5 m. 14 (hausse, 0 m. 15) ; pont de Mantes, 5 m. 92 (hausse, 0 m. 17) ; écluse de Méricourt, 7 m. 44 (hausse, 0 m. 22).

M. Painlevé à Londres

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale, est revenu mercredi soir de Londres.

M. Painlevé s'était rendu en Angleterre au début de la semaine pour traiter de la coopération entre alliés en ce qui concerne les inventions de guerre. Il a eu des entrevues à ce sujet avec lord Kitchener, ministre de la guerre, MM. Lloyd George, ministre des munitions et des inventions, M. Balfour, ministre de la marine, et les principaux fonctionnaires de leurs administrations.



Toilette intime
GYRALDOSE
SUPPRIME PERTES ET TOUS MALAIRES
Communication à l'Académie de Médecine
Laboratoire de l'EURODONAL, 24, R. de Valenciennes, Paris.
Boîte 4 fr. ; les 5 : 17/50 ; Etranger 4/50 ; les 5 : 21 fr.

Notez ceci :

La société « l'Algérienne » offrira, le 2 mars, des dattes du Sahara algérien aux blessés africains (européens et indigènes). Le comité de « l'Algérienne » prie MM. les directeurs des hôpitaux et ambulances de Paris et de la banlieue de lui indiquer immédiatement le nombre de blessés et d'envoyer ce jour-là, au siège social, 33, boulevard Haussmann, un homme porteur d'un récépissé, qu'une automobile de la préfecture de police leur ramènera avec ces fruits.

POUR LES SOLDATS AVEUGLES

M. David Blitz donnera une matinée, dimanche 27 février, à 3 heures, à la Salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes, au profit de la société « Les Amis des Soldats aveugles », avec le concours de Mmes Marie de l'Isle, de l'Opéra-Comique ; Blanche Dufrenoy, du théâtre Sarah-Bernhardt ; Caponsacchi et M. Pierre Marsick.

LES SPECTACLES

On se souvient de Lou Tellegen, un artiste de talent, qui parut il y a quelques années sur diverses scènes parisiennes et qui, au Théâtre Sarah-Bernhardt, obtint comme partenaire de la célèbre tragédienne de brillants succès.

La nouvelle nous est donnée qu'il aurait épousé récemment — soyons précis, le 8 courant — à New-York, Mlle Geraldine Farrar, la cantatrice connue.

Notre confrère Maurice Holignière vient d'être nommé secrétaire général de l'Européen.

BIENFAISANCE. — Au programme de la matinée donnée au Trocadéro dimanche prochain par la « Coopération des Artistes » : Mlle Delna, Espinasse, MM. Affre et Cousin, Mlle Mad. Mathieu, MM. Mario, Ghasme, Renaud et Brun, Mlle Mathivier et M. Bertin. L'adorable bijou, la *Clémence de Fortunio*, avec Mlle Angèle Gril, Geshmou, Nordens, Mad. Guilly, Feigel, Symia, Corty, Pierry, et Polin. Un sketch, avec Sacha Guitry et Mme Charlotte Lydes. La partie chorégraphique comprendra des danses par Mlle Zambelli, Mlle Hély, Mlle Herlioy ; danses anciennes avec Mlle Johnson et Léa Piron, Mlle Lequien (de l'Opéra) ; des danses nouvelles, par Mlle Cléo de Mérode ; dans l'intermède, on entendra Mlle Renée du Minil, la célèbre coloratura Yvonne Aclard, etc.

Prix des places : de 1 à 5 fr. La location est ouverte.

Comédie-Française. — 8 h. — La Figurante, l'Apprenti. — Relâche.
Opéra-Comique. — Relâche.
Opéra. — 8 h. 30. — Charles II et Buckingham.
Vaudreville. — 8 h. 30. — Calvaire.
Tv. Sarah-Bernhardt. — Relâche.
Gaité. — 8 h. 30. — Coralie et Cie.
Gymnase. — 8 h. 45. — Les Deux Vestales.
Palais-Royal. — 8 h. 30. — Le Polu, etc.
Variétés. — 8 h. 30. — Depuis six mois, l'impression du Pape, la Bonne Intention.
Porte-Saint-Martin. — 7 h. 45. — Anna Karenine.
Renaissance. — 8 h. 15. — La Puce à l'oreille.
Th. Réjane. — Relâche.
Châtelet. — 7 h. 55. — Les exploits d'une petite Française.

Opéra-Parisiens. — 8 h. 15. — Kil.
Nouvel-Ambigu. — Relâche.
Cluys. — 8 h. 30. — Les forfaits de Pipermans, les Joies de l'Amour.
Théâtre-Lyrique. — Le Pré aux Clercs.
Folies-Bergère. — 8 h. 30. — Jusqu'au bout.
Olympia. — 8 h. 30. — Polaire.
Concert Mayol. — 8 h. 30. — Polin, 20 artistes.
Alcazar. — 8 h. — Si j'étais Roi.
Moncey. — 8 h. 30. — Attractions.
Capucines. — 8 h. 15. — En franchise. Oh ! pardon.
Dejazet. — 8 h. 30. — Les Fiancées de Rosalie.
Grand-Guignol. — 8 h. 30. — L'Homme qui fut aimé, l'Expérience du docteur Lorde.
Scala. — 8 h. 30. — Hardi, les bleus !
Cigale. — 8 h. 30. — L'Enfer des Reves.
Edouard. — 8 h. 15. — La Greve.
Belleville. — 8 h. 30. — La Dame du Commissaire.
Europeen. — 8 h. 30. — Pan ! sur les K. K. K. revue.
Gaité-Rochefort. Empire. Casino de Paris et Nouveau-Cirque, à 8 h. 30. Attractions.
Omnia-Pathe. — Spectacle varié de 2 à 11 h.
Artistic-Cinema Paris. — 8 h. 30. — Matinée jeudi, dimanche, 2 h. 30.

MILITAIRES

Vous serez liés sur toutes les situations, sur tous vos droits et sur ceux de vos familles en lisant le *Guide Militaire*, 12, avenue de la Grande-Armée, Paris. — 4 fr. — Il explique tout.

JEUNE HOMME, réformé temporaire, demande travaux d'écriture ou petite comptabilité, à tenir le soir. — Ecrire : E. Girbal, 158, rue de Ménilmontant.

JEUNE HOMME, 22 ans, réformé, employé de guerre retour d'Allemagne, demande emploi de secrétaire chez particulier ou dans commerce, bonne instruction et excellent dactylographe. — Ecrire : M. Vandermereen, 412, rue Saint-Honoré.

BON COMPTABLE partie double, capable de faire bilan, hautes références, demande place d'écriture. — Ecrire : Dhoose, 20, rue Planchet.

JEUNE FILLE, 20 ans, très sérieuse, demande emploi sténodactylo ou commerce. — Ecrire : A. Barcèche, 25, avenue du Progrès, à Vanves.

Le gérant : ANTOINE KLEINSTEIN.

Imprimerie WELHOFF et ROGEE
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.